



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

budget de l'État

Question au Gouvernement n° 1286

[Texte de la question](#)

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à Mme Clotilde Valter, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

Mme Clotilde Valter. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, lorsque le Gouvernement a confirmé ce printemps sa prévision de croissance pour 2013 à 0,1 % du PIB que n'avons nous pas entendu ! On nous a reproché un optimisme excessif. Nous avons fait l'objet de moqueries et de critiques plus ou moins polies. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Plusieurs députés du groupe UMP . Tout va très bien !

Mme Clotilde Valter. Début octobre, l'OCDE et le FMI ont revu à la hausse leurs prévisions pour la France après le rebond d du second semestre. Ce matin, la Commission européenne a validé les prévisions du Gouvernement avec 0,2 % pour 2013 et 0,9 % pour 2014. La reprise pointe son nez.

M. Sébastien Huyghe. C'est Pinocchio !

Mme Clotilde Valter. Elle va jouer au cours des prochains mois. Il nous appartient maintenant de marquer l'essai. Une nouvelle phase peut s'ouvrir. À nous de saisir l'opportunité, pour notre économie, nos entreprises, nos compatriotes au chômage ou en formation...

M. Philippe Cochet. Il n'y a pas de problème, tout va bien !

Mme Clotilde Valter. ...nos territoires blessés par la crise, après la suppression de 750 000 emplois industriels au cours des dix dernières années.

Nous sommes prêts pour le rebond, parce que le Gouvernement a mis en place les outils dont les acteurs économiques ont besoin :...

M. Philippe Meunier. Ils n'ont pas de projets !

M. le président. Monsieur Meunier, ça suffit !

Mme Clotilde Valter. ...la Banque publique d'investissement, le contrat de génération, la loi bancaire, la loi sur la sécurisation de l'emploi, le pacte de compétitivité et le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, sans oublier la réflexion tant moquée sur la France en 2025.

Monsieur le ministre, voilà notre cap : faire de cette croissance encore fragile une tendance de fond qui contribue à réduire le chômage. Comment abordez-vous la phase qui s'ouvre ? Comment comptez-vous agir pour renforcer cette croissance et l'inscrire dans la durée ? (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Moscovici, ministre de l'économie et des finances. Madame la députée Clotilde Valter, en effet, les prévisions de croissance de la Commission européenne valident celles du Gouvernement : 0,2 % en 2013 alors que le taux prévu, y compris par la Commission était de -0,1 % avant l'été ; 0,9 % en 2014 – pour ma part, je pense que nous pouvons et que nous devons faire mieux – et 1,7 % en 2015.

Ce dernier taux, qui n'avait jamais été avancé, est important en ce qu'il montre que nous sommes en train de retrouver le chemin d'une croissance potentielle plus forte.

M. Christian Jacob. Vous n'avez pas dû lire *Le Monde* !

M. Pierre Moscovici, ministre. Cela est dû, bien sûr, à l'amélioration de la situation internationale et européenne mais aussi et d'abord aux efforts du Gouvernement, aux décisions qui ont été prises.

Hier, avec plusieurs collègues du Gouvernement, j'étais aux côtés du Premier ministre à Saint-Etienne. Aujourd'hui, nous sommes le 5 novembre, date du premier anniversaire du pacte pris sur la base du rapport Gallois pour la croissance, la compétitivité et l'emploi.

C'est bien parce que le CICE existe et qu'il a déjà créé 30 000 emplois que les entreprises peuvent investir davantage. C'est bien parce que nous avons créé la Banque publique d'investissement que les PME trouvent un partenaire pour exporter et innover. C'est bien parce que nous mettons en place un plan d'épargne en actions pour les PME que celles-ci peuvent également financer leurs investissements.

C'est parce que le Plan d'investissement d'avenir dont nous parlions hier soir devant la commission des affaires économiques dont vous êtes membre est musclé à hauteur de 12 milliards d'euros et orienté sur des priorités fortes que nous pouvons aller de l'avant.

M. Jean Leonetti. Tout va bien !

M. Pierre Moscovici. C'est bien parce que des mesures en faveur de l'innovation sont prises – elles ont été annoncées ce matin – que nous pouvons agir. Oui, il y a une politique, un cap, une cohérence, des résultats. Et c'est cela que la Commission européenne reconnaît. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC – Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Clotilde Valter](#)

Circonscription : Calvados (3^e circonscription) - Socialiste, républicain et citoyen

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1286

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [6 novembre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [6 novembre 2013](#)